PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE ET DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

Gökhan Ünyeli, un officier de l'armée turque qui faisait l'objet d'une enquête pour des liens présumés avec le mouvement Gülen et qui avait été récemment suspendu de ses fonctions, s'est suicidé à Ankara.

La mère de Berkin Elvan, un adolescent qui a été frappé à la tête par une cartouche de gaz tirée par un policier lors des manifestations anti-gouvernementales du parc Gezi à Istanbul en 2013 et qui a succombé à ses blessures, a déclaré que la justice restait insaisissable 10 ans après la mort de son fils.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

Halil Muratoğlu, un prisonnier de la prison de type S de Samsun Kavak, a été condamné à l'interdiction de certaines activités, à l'interdiction de visites et à l'isolement cellulaire pour une durée de 11 à 20 jours.

Les prisonnières Bahar Kızılaltun et Zeynep Gonca Karakoç ont été soumises à la violence physique et verbale des gardiens de la prison pour femmes d'İzmir Şakran.

Les détenues de la prison pour femmes de Bakırköy à Istanbul ont été contraintes d'enlever leurs chaussures après les visites, et les détenues qui ont refusé de le faire ont été victimes de violences physiques de la part des gardiens.

Nezir Ilek, membre du Parti démocratique des peuples (HDP), et les membres de sa famille arrêtés lors d'une perquisition dans une maison dans le district de Mazıdağı à Mardin ont été soumis à des violences physiques de la part de la police et leurs biens ont été dispersés par la police.

Les prisonnières Ardıl Çeşme, Hacire Çay, Saime Karakuş, Mizgin Özatiz, Ziynet Sağlam et Nurcan Aslan de la prison de type T n°1 de Tarse ont été transférées contre leur gré à la prison pour femmes d'Erzincan et leurs familles n'ont pas été informées de ce transfert.

EE (17 ans), arrêté à Diyarbakır pour avoir heurté une voiture de police avec une voiture qu'il conduisait sans permis et blessé 1 policier, a été soumis à des violences physiques dans la voiture de police où il a été arrêté et blessé à la tête.

Elif Kardağı, prisonnière de la prison pour femmes de type T de Mersin Tarsus, a été transférée contre sa volonté à la prison pour femmes de Kayseri.

A. Ş., détenu dans la prison de type S d'Iğdır, souffrait de maux d'estomac et n'a pas été emmené à l'infirmerie ni à l'hôpital ou ses procédures de transfert ont été retardées.

Selahattin Demirtaş, ancien co-président du Parti démocratique des peuples (HDP), détenu à la prison de type F d'Edirne, a été soumis à une fouille corporelle à chaque fois qu'il entrait et sortait de la pièce et on lui a demandé d'enlever ses chaussures devant la caméra.

On apprend que Mehmet Erbey, un prisonnier de la prison de Tekirdağ a été transféré à la prison de haute sécurité d'Izmir Buca contre son gré, que sa famille n'a pas été informée du transfert, que ses maladies ont progressé à cause de la torture et des mauvais traitements en prison et qu'il a été gardé dans une seule pièce dans la prison où il a été transféré.

Bülent Zengin, prisonnier de la prison d'Izmir Kırıklar, a été transféré à la prison de type S d'Antalya, Mesut Koç et Ahmet Çiçek ont été transférés à la prison de type S de Burdur contre leur gré et leurs familles n'ont pas été informées de ces transferts.

On apprend que Berzan Güneş, détenu à la prison de haute sécurité de Van, avait des problèmes de santé mais n'a pas été hospitalisé.

Tahir Batak, prisonnier de la prison de type F d'Adana Kürkçüler, n'a pas pu bénéficier de soins médicaux parce qu'il a refusé de se soumettre à une fouille orale et qu'il n'a pas reçu de soins dentaires depuis 4 ans.

İdban Bahadır et Volkan Bahadır ont été torturés et maltraités lors d'une perquisition dans une maison dans le district de Ceyhan à Adana et Volkan Bahadır a été blessé au bras.

CONDITIONS CARCÉRALES / REFUS DE SOINS MEDICAUX

Le prisonnier Celal İnedi a signalé que des chansons et des lettres kurdes étaient bloquées dans la prison de type T d'Afyonkarahisar.

L'hospitalisation d'un général à la retraite de 84 ans, Çetin Doğan, incarcéré pour son rôle dans la publication d'un mémorandum militaire contre le gouvernement en 1997, a donné lieu à des appels demandant au président Recep Tayyip Erdoğan d'utiliser son pouvoir présidentiel. pouvoir de lui accorder une grâce en raison de son âge avancé et de ses problèmes de santé.

RÉPRESSION DE GULENISTES

Tout au long du mois de juin, les procureurs ont ordonné l’arrestation d’au moins 380 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen.

En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l’emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l’humanité.

Un tribunal turc a déclaré innocent un ancien recteur d'université, le professeur Mustafa Cüneyt Hoşcoşkun, après avoir été victime de harcèlement juridique, notamment de détention et d'assignation à résidence – tout en luttant contre le cancer – pour des accusations liées au terrorisme en raison de ses liens présumés avec un groupe religieux.

Les forces de police et de gendarmerie de sept provinces ont effectué des descentes dans des maisons tôt mardi pour arrêter 23 soldats actifs et anciens, ainsi que d'anciens cadets militaires, accusés d'avoir des liens avec le mouvement Gülen.

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a blâmé la Turquie pour la détention provisoire d'Ayşenur Parıldak, une journaliste du quotidien Zaman aujourd'hui fermé, à la suite d'un coup d'État manqué en Turquie en 2016, en raison de ses liens présumés avec le mouvement confessionnel Gülen, estimant qu'il n'y avait pas de motifs suffisants pour justifier sa détention.

Un cadre, Bekir Boydak, de la société Boydak Holding, basée à Kayseri, a été détenu à Istanbul mardi pour purger une peine prononcée pour terrorisme en raison de ses liens avec le mouvement confessionnel Gülen.

La police turque a arrêté un ancien gouverneur de la province orientale d'Iğdır, Ahmet Pek, dont la condamnation à 11 ans de prison pour des liens présumés avec le mouvement Gülen a été confirmée par une cour d'appel et qui est en fuite depuis plusieurs années.

Bien que la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) ait précisé dans plusieurs cas que l'utilisation de l'application de messagerie ByLock ne constituait pas une infraction pénale, la police turque a arrêté mercredi 14 personnes en raison de leur utilisation de l'application.

Hatice Yıldız, une femme malade de 75 ans qui avait été condamnée à quatre ans de prison pour "financement d'une organisation terroriste" parce qu'elle avait envoyé de l'argent à sa fille et à son compagnon de cellule, a été transportée sur une civière dans une prison d'Istanbul.

REPRESSION À L’EGARD DES KURDES

Au moins 7 personnes (Ayşegül Ceylan, Yakup Durak, Reşit Umut Çağlı, Agit Şerifoğlu, Ayşe Soysal, Rojhat Karaviş et une personne anonyme) ont été arrêtées lors de perquisitions à Şırnak. La raison de ces détentions n'a pas pu être connue.

La Commission d'enquête de l'ONU sur la Syrie a publié une déclaration selon laquelle les frappes aériennes de la Turquie sur des cibles civiles dans le nord-est de la Syrie pourraient constituer des crimes de guerre.

Les procureurs turcs ont abandonné l'affaire des sept civils kurdes tués par des soldats dans le sud-est de la Turquie en 1991, en raison de l'expiration du délai de prescription.

Les propos controversés d'un candidat à la mairie, Burcu Köksal, et d'un haut dirigeant du principal parti d'opposition turc ciblant un parti pro-kurde ont provoqué colère, déception et frustration non seulement parmi les Kurdes du pays mais aussi au sein de son parti.

Au moins 32 personnes, dont la coprésidente du parti DEM İzmir Çiğli, Leyla Tufan, ont été arrêtées lors de perquisitions dans des maisons à Izmir. La raison de ces détentions n'a pas pu être connue.

DROITS DES FEMMES

Au moins 25 femmes ont été assassinées par des hommes tandis que 21 sont mortes dans des circonstances suspectes, selon les rapports mensuels publiés par BIANET.

En Turquie, au moins 996 femmes ont été tuées par des hommes depuis que le pays s'est retiré, en 2021, de la convention d'Istanbul, un traité international visant à lutter contre la violence domestique, tandis que 748 femmes sont mortes dans des circonstances suspectes.

Le gouverneur du district de Beyoğlu à Istanbul a ordonné l'expulsion d'un groupe de femmes trans de leurs appartements au motif qu'elles « se penchaient par la fenêtre ».

DÉFENSEURS DES DROITS HUMAINS

L'avocate Zilan Gümüş, co-présidente de la branche d'İzmir de l'Association des droits de l'homme, a fait l'objet d'une surveillance policière et d’un harcèlement répété en raison de son travail de plaidoyer, ce qui a donné lieu à une conférence de presse de plusieurs organisations de défense des droits de l'homme appelant à la fin de l'intimidation et à l'ouverture d'une enquête sur les officiers responsables.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

Le gouvernorat de Çanakkale a annoncé qu'au moins 8 personnes, dont 2 bébés, ont perdu la vie après le naufrage d'un bateau transportant des réfugiés au large du district d'Eceabat de Çanakkale.

Le gouvernorat de Çanakkale a annoncé qu'au moins 8 personnes, dont 2 bébés, ont perdu la vie après le naufrage d'un bateau transportant des réfugiés au large du district d'Eceabat de Çanakkale.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

Le commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe (CoE) a appelé les autorités turques à modifier le cadre restrictif de la liberté d'expression et de la liberté des médias dans un mémorandum détaillé.

Au moins trois articles de presse sur le président du district de l'AKP Sur, Davut Yıldız, et le fils de son oncle et directeur des travaux publics de la municipalité de Sur, Mehmet Yıldız, distribuant à leurs proches des colis d'aide préparés par l'AFAD pour les nécessiteux de Diyarbakır, ont été bloqués par le 4ème tribunal pénal de Diyarbakır. de la Paix pour violation des droits de la personne.

Un tribunal turc a bloqué l'accès à 12 reportages détaillant des allégations d'abus sexuels contre un membre du personnel d'un dortoir affilié à une secte islamique.

Un journaliste d'investigation, Metin Cihan, qui a exposé l'ampleur des échanges commerciaux en cours entre la Turquie et Israël dans le contexte du conflit à Gaza, a déclaré que ses reportages ne sont souvent pas publiés par les médias critiques à l'égard du gouvernement en raison de l'autocensure importante. en jeu en raison de certains des outils les plus subtils utilisés par le gouvernement, tels que les interdictions de publicité.

les autorités turques ont rendu le mois dernier des décisions de censure visant à bloquer l'accès à 866 contenus en ligne impliquant principalement des allégations de corruption et d'irrégularités impliquant des fonctionnaires ainsi que des personnes et des organisations proches du Parti de la justice et du développement (AKP) au pouvoir.

Des journalistes turcs ont comparu 207 fois devant les tribunaux au cours des deux premiers mois de 2024.

16 publications sur les réseaux sociaux sur des allégations contre le maire de la ville de Hilal dans le district d'Uludere de Şırnak ont été interdites d'accès par la juridiction pénale de paix de Şırnak Uludere.

La liberté académique en Turquie a fortement diminué au cours des 15 dernières années, plaçant le pays à la 164e place sur 179 pays en décembre 2023.

Au moins 6 articles de presse sur l'ancien député de l'AKP Nevşehir et vice-ministre de l'Agriculture et des Forêts Ebubekir Gizligider ont été bloqués par le 2e tribunal pénal de paix d'Ankara

L'article sur les diverses allégations faites par le député CHP d'Izmir Mahir Polat contre le candidat à la mairie de Bayraklı Bilal Kırkpınar, le candidat à la mairie de Karşıyaka İsmail Çiftçioğlu, le candidat à la mairie métropolitaine Hamza Dağ et l'ancien gouverneur d'Izmir et actuel gouverneur d'Adana Yavuz Selim Köşger a été bloqué par le 3e tribunal pénal d'Adana pour violation des droits de la personne.

Le reportage sur l'allégation selon laquelle Cevher Benek, le maire AKP de la ville de Hilal, qui a été condamné à une peine de prison définitive pour corruption, truquage d'offres et corruption, a escroqué des dizaines de personnes, a été bloqué par le Tribunal pénal d'Uludere pour violation des droits de la personne.

Au moins trois autres articles de presse dans lesquels le nom de Sıddık Erikli était mentionné ont également été bloqués par l'Association des fournisseurs d'accès au motif qu'ils contenaient le même contenu que les articles de presse précédemment sanctionnés.

Un tribunal local de l'est de la Turquie a bloqué l'accès à l'agence de presse kurde Mezopotamya au motif qu'elle représente une menace pour la sécurité nationale et l'ordre public.

Au moins 9 articles de presse et messages sur les médias sociaux concernant Levent Uysal, citoyen de Serbie et détenteur d'un permis de résidence des Émirats arabes unis, ont été interdits d'accès et supprimés par le 10e tribunal pénal d'Istanbul pour violation des droits de la personne.

Au moins 6 articles de presse concernant Bilal Erdoğan, le fils du président Recep Tayyip Erdoğan, ont été interdits d'accès et supprimés par le 3e tribunal pénal d'Anatolie d'Istanbul pour violation des droits de la personne.

Cinq contenus du site EngelliWeb et le message posté depuis le compte X du projet EngelliWeb ont été bloqués et supprimés par la décision du 3e tribunal pénal d'Istanbul Anatolie au motif de violation des droits de la personne.

Les procureurs turcs ont lancé plus de 52 000 enquêtes sur des personnes accusées d'avoir insulté le président Recep Tayyip Erdoğan ou son gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP) entre 2019 et 2022.

Le projet EngelliWeb de l'Association pour la liberté d'expression a révélé qu'au moins 58 301 noms de domaine/sous-domaines ont été bloqués en janvier et février 2024.

L'article sur les allégations de Cengiz Topel, candidat du parti IYI à la municipalité métropolitaine d'Ankara, concernant des irrégularités et des truquages d'offres contre le maire métropolitain d'Ankara, Mansur Yavaş, a été interdit d'accès par la décision du deuxième tribunal pénal d'Ankara pour violation des droits de la personne.

Au moins 3 articles de presse sur la plainte déposée auprès du Conseil des juges et des procureurs (HSK) par des commissaires du concordat nommés par la justice, y compris certains procureurs travaillant au bureau du procureur général de Tekirdağ, pour mauvaise conduite et ingérence dans le système judiciaire en menant des activités au sein du système judiciaire de manière organisée, ont été interdits d'accès par le 1er tribunal pénal de Tekirdağ au motif de violation des droits de la personne.

Au moins 3 articles de presse et contenus sur les réseaux sociaux concernant le professeur Berat Apaydın, membre du corps professoral de la faculté de médecine de Cerrahpaşa, département de chirurgie générale, entrant dans le cabinet sans gants, masque et casquette ont été bloqués et supprimés par décision de l'Association des Fournisseurs d'Accès.

Le 7e juge pénal de Bakırköy a décidé de bloquer l'accès et de supprimer quatre contenus du site Engelliweb datés du 7 octobre 2021, du 11 octobre 2021, du 20 octobre 2021 et du 9 décembre 2021, au motif d'une violation des droits de la personnalité.

Un retraité, Y.B., qui portait un T-shirt lors d'un rassemblement du Parti de la justice et du développement (AKP) pour protester contre la faiblesse des pensions, a été arrêté puis accusé d'avoir insulté le président Recep Tayyip Erdoğan.

Au moins 3 reportages sur l'allégation selon laquelle le candidat à la mairie de l'AKP Elazığ Yazıkonak, Aydın Ayaz, aurait endommagé la municipalité au cours de son mandat de maire entre 2016 et 2019, et qu'aucune mesure n'aurait été prise par le gouvernorat d'Elazığ malgré le rapport des inspecteurs sur " abus de pouvoir", ont été interdits d'accès par le 2ème Juge Pénal d'Elazığ pour violation des droits de la personne.

Suite à la distribution de fausses brochures à Adana contre le candidat à la mairie de Çukurova du CHP, Emrah Kozay, au moins 3 articles de presse sur la distribution de fausses brochures contre le candidat à la mairie de Seyhan de l'AKP, Erdal Hatipoğlu, ont été interdits d'accès par le 4ème Tribunal Pénal d'Adana pour cause de violation des droits de la personne.

La 2ème Chambre criminelle de Muğla a bloqué l'accès à au moins 2 articles de presse concernant des irrégularités présumées dans un enregistrement audio qui appartiendrait à Gonca Köksal, candidate au poste de maire de Menteşe du CHP, au motif d'une violation des droits de la personne.

Un tribunal d'İstanbul a condamné le directeur d'un journal, Erdem Avşar, à une peine de prison pour avoir rapporté les allégations d'un chef de la mafia concernant le directeur d'un groupe de médias pro-gouvernemental.

Vercel.app, le nom de domaine de Vercel, une plateforme d'hébergement d'applications web frontales, a été bloqué par l'Autorité des technologies de l'information et de la communication.

Le troisième tribunal pénal de Mersin a bloqué l'accès à un article sur la séquence montrant le maire d'Akdeniz et candidat de l'AKP, Muhammet Mustafa Gültak, marchant sur un drapeau turc, au motif d'une violation des droits de la personne.

Un tribunal turc a condamné le journaliste Uğur Koç à 11 mois de prison pour avoir insulté le président Recep Tayyip Erdoğan.

Au moins 3 articles de presse concernant un bébé retrouvé mort dans son lit dans un foyer d'accueil affilié à la Direction provinciale des services familiaux et sociaux de Kastamonu ont été bloqués.

Il a été décidé de bloquer l'accès et de supprimer les articles de presse mentionnant le nom de Metin Kıratlı, le chef présidentiel des affaires administratives, sur décision de l'Association des fournisseurs d'accès, au motif qu'ils ont le même contenu d’au moins 2 articles de presse qui ont été précédemment sanctionnés par la décision d'un juge.

L'adresse IP de la plateforme DistroWatch, qui fournit des actualités, des critiques, des classements et des informations générales sur les distributions Linux, a été bloquée par le National Cyber Incident Response Center (USOM) pour « hébergement IP/diffusion de logiciels malveillants ».

L’article d'Ismail Arı du journal BirGün, dans lequel il rapporte que l'ouverture de Kariye, qui devait être transformée en mosquée en 2020, avait été retardée de trois ans et que la restauration avait été réalisée par l'entreprise appartenant à l'époux de Sevilay Tuncer, ancienne cadre provinciale de l'AKP d'Istanbul, a été interdit d'accès et supprimé par le 5e juge pénal d'Istanbul pour violation des droits de la personne.

Au moins deux articles de presse sur les coups brutaux infligés par un père à son enfant dans un champ de gazon synthétique à Erzurum ont été bloqués par le 1er juge pénal d'Erzurum pour violation des droits de la personne.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D’ASSOCIATION

Les autorités turques ont interdit au moins 28 concerts et événements culturels en langue kurde dans 16 provinces depuis 2019.

La police est intervenue lors de la marche organisée par les étudiants de l'Université d'Istanbul sur la place Beyazıt dans le quartier de Fatih à Istanbul le 8 mars, Journée internationale des travailleuses, au motif que la banderole qu'ils portaient indiquait LGBTIQ+ et a arrêté au moins 10 personnes.

Les 20 et 21 mars 2024, au moins 57 personnes, dont 2 enfants, ont été arrêtées lors de perquisitions à Izmir, Ankara et Afyon en raison des slogans qu'elles ont scandés, des foulards qu'elles ont portés et des messages qu'elles ont postés sur les médias sociaux lors de la célébration du Newroz à Izmir le 17 mars 2024.

206 personnes, dont 38 enfants, ont été arrêtées pour " propagande en faveur d'une organisation illégale " et " violation de la loi n° 2911 sur les réunions et les manifestations " après les événements de Newroz qui se sont déroulés dans le parc de Newroz dans le district de Bağlar à Diyarbakır.

Trois personnes ont été arrêtées pour avoir protesté contre les échanges commerciaux de la Turquie avec Israël dans le cadre du conflit à Gaza, lors d'un événement auquel participaient un ministre et des représentants du Parti de la justice et du développement (AKP) dans la province occidentale de Bursa.

Le gouvernorat de Şırnak a fait une déclaration le 11 mars 2024 et a annoncé que la région de la montagne Gabar dans les limites du district central et du district de Güçlükonak de la province de Şırnak a été déclarée zone de sécurité spéciale temporaire pour 15 jours entre le 11 mars et le 25 mars 2024.

Le gouvernorat d'Adana a empêché quatre membres du groupe de musique Kolektîfa Rîtmên Azad de se produire lors du rassemblement du 8 mars, citant les enquêtes en cours contre eux pour "appartenance à une organisation illégale" et "faire de la propagande pour une organisation illégale".

Un rapport intitulé "Organisations de la société civile en Turquie : Freedom of Association and Right to Participation" met en lumière les restrictions actuelles de l'espace de la société civile en Turquie et la pression croissante à laquelle les organisations de la société civile (OSC) sont confrontées de la part de l'État.

Les membres de l'organisation provinciale d'Istanbul du parti DEM qui distribuaient des tracts devant l'opéra Süreyya dans le district de Kadıköy à Istanbul pour appeler à la tenue du Newroz d'Istanbul le 17 mars 2024 dans la zone de rencontre de Yenikapı ont été empêchés par la police et les personnes distribuant les tracts ont été bloquées par la police. 18 personnes, dont les co-candidats à la mairie du parti DEM Kadıköy, Nimet Çelebi Erdoğan et Veysi Eski, ont été arrêtées.

15 personnes ont été détenues lors de l'intervention de la police contre des cadres et des membres du Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples (Parti DEM) et de l'Association de Marmara pour l'assistance aux familles de prisonniers et de condamnés

(MATUHAYDER) qui ont tenu une déclaration de presse le 28 mars 2024 devant la prison pour femmes de Bakırköy au sujet de Hatice Yıldız (75 ans) qui a été détenue le 22 mars 2024 après la finalisation de la sentence dans le procès intenté contre elle pour "financement d'une organisation illégale" pour avoir envoyé de l'argent à sa fille et à sa camarade en prison, puis arrêtée et envoyée à la prison pour femmes de Bakırköy à Istanbul.

IMPUNITÉ ET INDEPENDANCE JUDICIAIRE

La Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a statué que la Turquie a violé les droits d'Adem Kartal, l'ancien vice-président de la commission d'inspection du Conseil suprême des juges et des procureurs (HSYK), qui a été démis de ses fonctions à la suite de l'adoption d'une loi en 2014 et n'a pas été reconduit dans ses fonctions.

Un nouveau rapport publié mercredi par l'organisation de défense des droits de l'homme Statewatch, basée à Londres, révèle des violations systématiques des droits de l'homme par les autorités turques dans leurs poursuites contre des personnes accusées d'appartenir au mouvement Gülen en raison de l'utilisation de l'application pour smartphone ByLock.

Le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a déclaré que la Turquie était en "violation grave" de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et des principes de l'État de droit en raison du maintien en détention d'Osman Kavala.

Un nouveau rapport publié mercredi par l'organisation de défense des droits de l'homme Statewatch, basée à Londres, révèle des violations systématiques des droits de l'homme par les autorités turques dans leurs poursuites contre des personnes accusées d'appartenir au mouvement Gülen en raison de l'utilisation de l'application pour smartphone ByLock.

Le Comité des ministres du Conseil de l'Europe a déclaré que la Turquie était en "violation grave" de la Convention européenne des droits de l'homme (CEDH) et des principes de l'État de droit en raison du maintien en détention d'Osman Kavala.

LIBERTÉ DE RELIGION

L'Association des églises protestantes de Turquie a publié son « Rapport de surveillance des violations des droits 2023 », qui met en évidence une augmentation inquiétante des discours de haine à l'encontre des protestants, ainsi que les obstacles à l'établissement et au maintien des lieux de culte.